

« Projet pour l'Europe à l'horizon 2030 :

Les défis à relever et les chances à saisir »

➤ **Le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe –présidé par Félipé GONZALEZ »- a remis son rapport au Président du Conseil Européen –Mr Herman Van ROMPUY- le 8 mai 2010 : veille de la Journée de l'Europe (date anniversaire de la déclaration de Robert SCHUMAN du 9 mai 1950).**

Ce groupe de réflexion a été créé par une décision du Conseil Européen de décembre 2007 ; la liste définitive des douze membres (*) composant le groupe a été approuvée par le Conseil Européen d'octobre 2008 ; ses travaux ont commencé en décembre 2008.

Le mandat du groupe écartait les questions institutionnelles, les politiques actuelles et les questions relatives au budget.

➤ **La lettre des membres du groupe, en introduction du rapport, n'est pas des plus « réjouissantes » : elle fait, en somme, preuve d'une grande lucidité concernant la situation actuelle de l'Europe : citations : « nos conclusions ne sont rassurantes ni pour l'Union, ni pour nos citoyens » ...: « crise économique mondiale, population vieillissante qui met en péril la compétitivité et la pérennité de nos modèles sociaux, changement climatique, dépendance énergétique accrue, menaces du terrorisme et de la criminalité organisée » ; « l'Europe se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire » ; « la situation requiert une volonté politique forte caractérisée par une capacité à mener un dialogue honnête et fructueux avec les citoyens et à gouverner en partenariat ».**

➤ **Les éléments clés du rapport : ce rapport (relativement modeste en volume : 46 pages) s'organise en 9 chapitres :**

1 : L'UE à la croisée des chemins

2 : Renouveler le modèle économique et social européen

3 : La croissance par la connaissance

4 : Le défi démographique

5 : Sécurité énergétique et changement climatique : une nouvelle révolution industrielle

6 : Sécurité intérieure et extérieure : l'éternel défi

7 : L'Europe dans le monde : s'affirmer en tant qu'acteur

8 : L'UE et ses citoyens

9 : Tirer parti des atouts de l'UE

Dans ce qui suit nous allons sélectionner les éléments clés de l'analyse et les propositions qui s'en dégagent pour chacun de ces chapitres.

1) : L'UE à la croisée des chemins :

☞ Le diagnostic :

Après la fin de la guerre froide, *un nouveau monde multipolaire* se fait jour caractérisé de plus par une *ère d'insécurité*.

Par ailleurs, toutes les avancées dont l'UE peut se targuer n'ont guère dépassé les frontières ceci alors que le centre de gravité du monde se déplace vers l'Asie et les pays du Sud. Dès lors, les défis auxquels l'Europe est confrontée découlent aussi bien d'évolutions en dehors de ses frontières que de la timidité de la réponse que l'UE y apporte.

☞ **Les réponses et propositions :** Pour les auteurs du rapport le programme commun de l'UE se réduit à deux enjeux généraux et interdépendants : assurer la pérennité de notre modèle économique et social ; mettre en place les moyens nécessaires pour soutenir et défendre ce modèle sur la scène internationale.

2) Renouveler le modèle économique et social européen :

☞ **Le diagnostic :** *le modèle doit être redéfini et adapté à un contexte évolutif* ; la pérennité de ce modèle dépend de notre capacité à établir un équilibre dynamique entre les dimensions économique, social et environnemental du développement.

☞ Les réponses et propositions :

- Concernant le marché du travail :

-créer davantage d'emplois de meilleure qualité en s'appuyant sur *la flexisécurité, la mobilité et un meilleur taux de participation de la main d'œuvre*

-disposer de droits en matière de sécurité sociale transférables

-consacrer des ressources suffisantes à la lutte contre l'exclusion sociale, la pauvreté et la discrimination entre les sexes

- Concernant la gouvernance économique :

-Confier au Conseil Européen la responsabilité de piloter la coordination économique

-Renforcer les procédures de surveillance des budgets nationaux

-*Renforcer la coordination macro-économique en y incluant la dette privée et la balance des paiements*

-*Créer un instrument financier pour faire face aux crises inattendues et aux chocs asymétriques*

-Améliorer la surveillance des établissements financiers

-Intensifier l'effort d'investissement de l'UE

-Accroître les ressources de la Banque Européenne d'Investissement et du Fonds Européen d'Investissement

- Concernant la viabilité environnementale :

- Adopter un texte de loi sur l'innovation

- Mettre en place une initiative en faveur de la recherche dans les PME

- Adopter une stratégie de transition vers une économie à faibles émissions de CO2.

3) La croissance par la connaissance : permettre aux personnes de se réaliser pleinement :

☞ **Le diagnostic :** l'intelligence, l'innovation et la créativité constituent désormais les critères de référence pertinents, d'autant que, selon les tendances actuelles, l'Asie pourrait d'ici 2025 être à la pointe du développement scientifique et technologique au détriment de l'UE et des Etats-Unis.

☞ **Les réponses et propositions :**

- Améliorer les compétences et préparer chacun à des transitions dans sa vie professionnelle
- Simplifier les procédures pour accéder au financement public de la R/D
- Elargir et renforcer le rôle du Conseil Européen de la Recherche
- *Encourager le développement de « pôles européens d'excellence »*
- *Achever le marché unique en ce qui concerne les services et les technologies*
- Réformer les règles de la propriété intellectuelle
- Renforcer les marchés de capital risque et la disponibilité du capital d'amorçage

4) Le défi démographique : vieillissement, migration et intégration :

☞ **Le diagnostic :** la combinaison du vieillissement de la population et de la contraction de la main d'œuvre devrait avoir de graves conséquences pour l'Europe.

☞ **Les réponses et propositions :**

- Stabiliser ou augmenter les taux de fécondité par des politiques familiales adaptées
- Stimuler les taux de participation du marché du travail
- Mettre en œuvre une politique d'immigration équilibrée, équitable et proactive*
- Mettre davantage l'accent sur l'égalité des chances et la non-discrimination
- Promouvoir une plus grande mobilité de la main d'œuvre au sein de l'UE
- Décourager les pratiques actuelles de préretraite
- Prolonger la vie professionnelle en augmentant l'âge réel et l'âge légal de départ à la retraite*
- Elaborer une approche proactive de l'immigration*
- Attirer les immigrants qualifiés*
- Développer un système crédible de gestion des frontières extérieures de l'UE et notamment un système coordonné de délivrance de visas aux ressortissants de pays tiers
- Elaborer une approche commune concernant les immigrants illégaux
- Développer –par exemple- « une carte bleue » afin *d'encourager la migration circulaire* (retour dans le pays d'origine)
- Investir dans les systèmes d'enseignement supérieur des pays d'origine

5) Sécurité énergétique et changement climatique : une nouvelle révolution industrielle :

☛ **Le diagnostic :** Le rapport souligne la dépendance de l'Europe à l'égard des importations de pétrole, de gaz et de charbon. Alors que ces approvisionnements proviennent de certaines régions du monde parmi les plus instables sur le plan politique.

☛ Les réponses et propositions :

- Porter l'objectif, en matière *d'efficacité énergétique*, de 20% d'ici 2020 à 50% d'ici 2030
- Encourager des partenariats public- privé pour des investissements visant à améliorer l'efficacité énergétique
- Abandonner progressivement le pétrole et maintenir le recours à l'énergie nucléaire
- Développer la production intérieure de gaz
- Améliorer le fonctionnement du marché intérieur
- Faciliter l'émergence d'entreprises de pointe vertes
- Réorienter les ressources de la PAC vers une agriculture et un élevage respectueux de l'environnement

6) Sécurité intérieure et extérieure : l'éternel défi :

☛ **Le diagnostic :** Dans le monde multipolaire qui prévaut désormais, l'environnement s'avère d'autant plus instable que de nouvelles menaces font leur apparition : instabilité financière, dégradation de l'environnement, dépendance énergétique, criminalité organisée et terrorisme (attentats de septembre 2001 aux USA, de mars 2004 à Madrid, de juillet 2005 à Londres).

A cela s'ajoute la traite des êtres humains, le trafic de migrants et de substances illicites, le blanchiment des capitaux, l'exploitation des femmes et des enfants, les catastrophes naturelles ou d'origine humaine, la cybercriminalité, le piratage intellectuel et la corruption.

Il s'agit donc de mettre en œuvre « un nouveau modèle de sécurité ».

☛ Les réponses et propositions :

- Renforcer les attributions des agences et des instruments existants tels que : Europol, Eurojust, l'agence Frontex
- Créer un centre européen des bonnes pratiques policières
- Améliorer les systèmes d'échanges d'informations
- Créer une réserve civile européenne
- Elaborer un système de gestion des frontières extérieures plus intégré
- Aplanir les incohérences du système européen d'asile
- Mettre en place une politique unifiée des visas
- Créer un marché intérieur de la défense
- Elaborer une vision à long terme de la défense dans un « livre blanc »

7) L'Europe dans le monde : s'affirmer en tant qu'acteur

☛ **Le diagnostic :** Alors que les règles internationales sont en train d'être redéfinies l'UE doit faire davantage entendre sa voix sur la scène internationale

☛ **Les réponses et propositions : l'UE doit :**

- Elaborer une stratégie économique globale et œuvrer à l'instauration de relations monétaires plus équilibrées
- Accorder un degré de priorité élevé à la promotion d'initiatives de l'OIT
- Parler d'une seule voix ou au moins *orchestrer la polyphonie au sein de l'UE(...)*
- Honorer ses engagements à l'égard des actuels candidats officiels dont la Turquie
- Renforcer sa politique de voisinage : partenariat oriental et Union pour la Méditerranée
- Mener avec la Russie une politique stratégique de coexistence
- Créer une unité européenne de prévision et d'analyse* dans le cadre du service européen pour l'action extérieure ainsi qu'une Académie diplomatique européenne
- Promouvoir plus efficacement la démocratie, l'Etat de droit et les droits de l'Homme
- Instaurer une représentation simplifiée et commune dans les enceintes économiques internationales
- Mettre au point une stratégie en matière de réforme de la gouvernance mondiale

8) L'UE et ses citoyens :

☛ **Le diagnostic :** les relations entre l'Union et ses citoyens sont passées d'un « consensus passif » à une évolution qui s'est dégradée, illustrée notamment par les résultats négatifs aux référendums organisés en France, aux Pays Bas puis en Irlande. Dès lors, le sentiment d'adhésion à l'UE doit devenir le moteur de l'action collective européenne

☛ **Les réponses et propositions :**

- Pratiquer la bonne gouvernance basée sur : l'ouverture, la participation, le partage du pouvoir, la justification de l'action menée, la subsidiarité
- Expliquer l'action de l'UE* de manière transparente et précise : présenter les atouts aussi bien que les points faibles de l'UE
- Tirer parti des nouveaux instruments issus du Traité de Lisbonne avec la possibilité d'une initiative populaire en matière législative
- Rendre les élections plus concrètes aux yeux des citoyens (programme européen des partis politiques – choix de candidats pour le poste de Président de la Commission)
- Assurer une plus grande publicité et davantage de transparence concernant les décisions du Conseil Européen ou les désignations
- Encourager le renforcement de la démocratie participative européenne
- Développer une conception partagée de l'histoire de l'UE*, de ses réalités quotidiennes et de son avenir
- Créer un instrument administratif spécifique permettant de justifier sa qualité de citoyen européen
- Offrir aux citoyens la possibilité de recourir à un régime juridique européen (le « 28^{ème} régime »)
- Evaluer l'impact de la législation de l'UE
- Etendre les programmes d'échanges –sur le modèle ERASMUS- aux écoles primaires et secondaires

9) Tirer parti des atouts de l'UE : Cette partie du rapport constitue en quelque sorte la conclusion du rapport, elle insiste ainsi sur la nécessité de :

- diffuser une vision commune de la manière dont l'Europe peut assurer son avenir en s'appuyant sur son exemple de « régionalisme efficace » (= gouverner en partenariat) largement reconnu à l'extérieur de l'UE

- d'insister sur le fait que l'UE est plus qu'un marché commun mais aussi une union de valeurs (= engagement en faveur des Droits de l'Homme, de la paix, de la liberté, de la solidarité).



(*) **Félipé GONZALEZ** (ancien président du Gouvernement espagnol 1982 – 1996) ; **Madame Vaira VIKE-FREIBERGA** (ancienne Présidente de Lettonie) ; **M. Jorma OLLILA** (ancien patron de la société finlandaise Nokia) à la vice-présidence ainsi que :

Mme Lykke FRIIS (qui était alors vice-rectrice de l'Université de Copenhague, poste dont elle a démissionné fin novembre 2009 pour devenir Ministre du climat et de l'énergie du Danemark)

M. Rem KOOLHAAS : architecte et urbaniste néerlandais

M. Richard LAMBERT : directeur général de la confédération de l'industrie britannique et ancien rédacteur en chef du Financial Times

M. Mario MONTI : ancien membre italien de la Commission, chargé de la concurrence

M. Rainer MÜNZ : économiste autrichien, spécialiste des questions démographiques et de migrations

Mme Kalypso NICOLAÏDIS : professeur franco-grecque de relations internationales à l'Université d'Oxford

Mme Nicole NOTAT : Secrétaire générale de la CFDT d'octobre 1992 à mai 2002 – Présidente de la société Vigéo –agence de notation sociale et environnementale- créée en juillet 2002

M. Wolfgang SCHUSTER : Maire de la ville allemande de Stuttgart

M. Lech WALESZA : ancien dirigeant du syndicat et mouvement politique polonais *Solidarnosc* et ancien président de la Pologne.